

Conférence des presse de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur la situation en Syrie et au Mali et sur le nucléaire iranien, à New York le 25 septembre 2012.

Je voudrais d'abord vous présenter toutes mes excuses pour le retard, qui n'est pas imputable à ma seule volonté puisque le discours que je devais prononcer vers 12h, 12h30, ne l'a été qu'à l'instant, ce qui a retardé autant notre rendez-vous. Je suis là depuis hier soir. Mon premier rendez-vous a été avec le Secrétaire général des Nations unies avec lequel j'ai diné en compagnie des ministres qui m'accompagnent, en premier lieu, Laurent Fabius.

Déjà hier soir nous avons évoqué les trois grands sujets, la Syrie, l'Iran et le Sahel. Dans mon intervention, je voulais y revenir en mettant en évidence le rôle des Nations unies, qui parfois nous permet d'avancer, nous le verrons sur le Sahel, parfois nous aide à faire pression, nous pouvons le dire pour les sanctions qui devront de nouveau être décidées à l'égard de l'Iran. Mais aussi, un conseil de sécurité, qui, bloqué, ne permet pas de prononcer les décisions qui sont attendues pour la Syrie. Ce qui renvoie à la question de la réforme des Nations unies qui est un vieux thème, un vieux débat mais dont nous voyons bien l'actualité. A la fois, il nous faut élargir le Conseil de sécurité, le rendre plus représentatif de la réalité du monde et en même temps, mettre les membres permanents devant leur propre responsabilité.

Je voulais aussi, et cette tribune m'en a fourni l'occasion, lancer un appel pour le développement. La France a donc pris plusieurs initiatives.

La première, c'est de se rendre disponible pour la conférence qui pourrait trouver les décisions les plus importantes sur le climat. C'est prévu en 2015.

La deuxième initiative, c'est sur les financements innovants. Car, de la même manière, qu'UNITAID a été capable de mobiliser des fonds, grâce à la taxe sur les billets d'avion, dont le mérite revient à Jacques Chirac, nous pouvons penser que la taxe sur les transactions financières, celle sur laquelle les Européens, pas tous, mais suffisamment pour une coopération renforcée et l'alliance entre la France et l'Allemagne ayant parfaitement fonctionné, pourrait être l'instrument qui servirait à financer le développement et aussi la lutte contre les pandémies et les fléaux sanitaires.

Enfin, je voulais insister sur plusieurs sujets, dont il n'est pas fait suffisamment mention, y compris aux Nations Unies. Le premier sujet, c'est le trafic de drogue. Nous ne partons pas de rien. Il y a eu un certain nombre de décisions qui ont été prises, qu'on appelle le « pacte de Paris ». Mais, nous devons aller beaucoup plus loin dans la lutte contre les trafics qui déstabilisent certains Etats. Etats producteurs, je ne vais pas les citer, vous les connaissez, mais également Etats de transit, et ça renvoie à la question du Sahel. Au Sahel, les terroristes font, à la fois du trafic de drogue, du trafic d'armes et parfois d'autres trafics. La lutte contre les trafics, trafic de drogue, trafic d'armes, doit être une grande préoccupation pour le monde et en tout cas une priorité pour la France.

J'ai également évoqué la protection des libertés fondamentales et notamment la peine de mort, l'abolition de la peine de mort, qui reste un enjeu pour la France, qui doit être porté. Ça ne vise pas que les pays les plus pauvres. Puis, la dépénalisation de l'homosexualité parce que nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait, là-encore, un certain nombre de législations qui sont une atteinte aux droits de la personne humaine.

son rôle et la personne humaine.

Voilà les principaux sujets que je souhaitais rappeler pour ouvrir cette conférence de presse. Je suis à votre disposition pour les questions.

QUESTION -- Bienvenue, Monsieur le Président. Vous venez de nous dire que la France sera en mesure de reconnaître le gouvernement provisoire de la Syrie. Le Qatar a proposé une zone d'exclusion aérienne. Est-ce que c'est l'un des deux premiers pays avec lequel vous souhaitez prendre contact dans le cadre de la réunion avec les amis de la Syrie à la fin de la semaine ?

LE PRESIDENT -- Sur la Syrie, la France a été l'un des premiers pays à souhaiter que puisse être formé un gouvernement alternatif, rassemblant toutes les composantes qui sont, aujourd'hui, engagées dans la lutte contre le régime. Cette idée, qui n'a pas au départ été reçue comme il convenait, parce qu'il y a beaucoup de groupes, est à mon sens une stimulation à ce que ça aille beaucoup plus vite et que puisse être constitué ce gouvernement avec des personnalités représentatives et l'une d'entre elles pouvant être chef de gouvernement. Ce serait un puissant moyen y compris au Conseil de sécurité, par rapport à des pays qui aujourd'hui défendent non pas le régime mais le statu quo en pensant qu'il pourrait y avoir un risque après l'effondrement d'Assad. Ce serait la preuve que nous pourrions apporter qu'il y a une solution pour l'après Assad.

Deuxièmement, avec qui travailler ? Avec tous, c'est-à-dire avec ceux, qui amis de la Syrie -- je rappelle que nous les avons réunis au début du mois de juillet, Laurent Fabius en avait pris l'initiative. Il y aura d'autres réunions des amis de la Syrie, nous y serons -- et nous devons prendre tous les pays qui veulent concourir à cette formation d'un gouvernement alternatif. Je m'en suis également entretenu avec le Président Morsi puisque vous savez qu'il y a eu une initiative à quatre, qui a été prise, Arabie Saoudite, Iran, Turquie et Egypte. Là-aussi, nous lui avons dit que nous pensons que c'est une bonne initiative mais qui doit s'ajouter à d'autres.

QUESTION -- Vous avez souhaité que l'ONU protège les zones libérées par l'opposition. Est-ce que vous pouvez préciser ce que vous souhaitez ? Qu'est-ce que vous entendez par cette protection ? Est-ce qu'il s'agirait d'une intervention militaire ? Et de quel ordre ?

LE PRESIDENT -- Il y a aujourd'hui des zones libérées aussi bien au Nord qu'au Sud, qui sont quelque fois d'ailleurs occupées par l'opposition armée, l'armée de libération syrienne, quelque fois aussi refuges pour ceux qui ont été déplacés. Nous voulons que l'ONU puisse assurer la sécurité de ces zones. Là-encore, cela relève du Conseil de sécurité mais nous considérons que c'est à la fois nécessaire pour protéger les populations mais également un moyen pour permettre qu'il puisse y avoir un processus de transition politique.

Sur cette conception des zones libérées, nous continuons à travailler. Là-encore, j'ai reçu le Roi de Jordanie, qui m'a alerté sur les risques sanitaires considérables dans les prochaines semaines parce qu'une partie de la population, plutôt au sud de Damas, pourrait être privée d'eau, d'électricité durant l'hiver. Et donc, nous voyons bien l'urgence. Nous avons été les premiers, la France, à nous engager dans l'aide humanitaire. Je rappelle ce que nous avons fait justement en Jordanie, en déployant un hôpital de campagne. Nous voulons d'autant plus évoquer les zones qui pourraient être effectivement protégées qu'il s'agit d'assurer aussi aux réfugiés, à ceux qui pourraient être privés d'eau, d'électricité les moyens de subsistance dans les prochaines semaines.

QUESTION -- Monsieur le Président, le Mali fait partie de vos priorités. Vous venez de le rappeler. Vous soutenez l'initiative des Africains pour mettre en place une force afin de permettre au Mali de retrouver sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, de lutter contre les groupes djihadistes. Vous êtes-vous fixés une ligne rouge, des limites dans l'aide que la France pourrait apporter à ces efforts militaires. On nous parle pour l'instant d'une aide logistique. Etes-vous prêt à aller au-delà pour lutter contre une menace qui vise directement la France ? Etes-vous prêt en somme à mettre des hommes sur le terrain pour parvenir à cet objectif ?

LE PRESIDENT -- Le Mali, c'est le sujet sur lequel avec le gouvernement j'ai eu à connaître dès mon arrivée aux responsabilités. L'occupation du Nord était déjà un fait mais elle s'est structurée. Il s'est trouvé que pendant plusieurs semaines, il y avait, compte tenu du coup d'Etat qui s'était produit, des divisions au sein de la société politique malienne, une impossibilité d'agir malgré nos

efforts. Nous venons de franchir une étape très importante grâce à l'action que nous avons pu mener avec d'autres, c'est que le Président et le Premier ministre maliens ont envoyé une lettre saisissant officiellement la CEDEAO de l'intervention souhaitée par le Mali pour reconquérir le Nord.

Demain, nous aurons donc une réunion autour du Secrétaire général des Nations unies pour organiser justement ce que pourrait être la réponse. Ce sont les Africains qui, à travers l'Union africaine, à travers la CEDEAO, décideront de cette opération, non pas de son opportunité, c'est acquis, faudra-t-il encore qu'il y ait une résolution du Conseil de sécurité sur laquelle nous commençons à travailler. Il y en avait déjà une première et nous en préparons une seconde. Après vous m'interrogez sur ce que serait le soutien de la France. Ce sera un soutien d'abord politique, ce sera un soutien logistique, ce sera un soutien matériel mais c'est aux Africains de mener l'intervention et la reconquête du Nord.

QUESTION -- Concernant la Syrie, vous parlez d'une protection de l'ONU des zones libérées. L'Emir du Qatar parle d'une force arabe d'intervention et des zones d'exclusion. Est-ce que vous avez parlé avec le Qatar ? Est-ce qu'il y a une concertation là-dessus ? Un deuxième point, sur les sanctions de l'Iran, que vont apporter les nouvelles sanctions ?

LE PRESIDENT -- Nous parlons bien sûr avec le Qatar mais pas qu'avec le Qatar. Nous parlons avec tous ceux qui ont vocation à permettre de protéger la population. J'ai évoqué la Jordanie. J'ai parlé de la Turquie. Nous parlons avec le Liban mais ça doit être dans le cadre des Nations unies que nous pourrions engager cette protection. Vous avez vu que, tout à l'heure, j'ai fait référence à une décision de l'ONU par rapport à la protection des civils. Ce pourrait être envisagé aussi dans ce cadre-là car il s'agit de civils. C'est à l'ONU et à tous ceux qui sont les amis de la Syrie d'y travailler pour que nous puissions assurer cette protection des zones libérées.

Pour l'Iran, les sanctions existent, elles peuvent et doivent même être renforcées. Dès lors que l'Iran ne se résout pas à nous donner les informations, voire même, continue ses programmes d'enrichissement, les sanctions doivent donc être encore élevées, non pas, comme je l'ai dit tout à l'heure, pour punir le grand peuple iranien mais pour contraindre les dirigeants à revenir à la table des négociations. Parfois, il est dit que les sanctions n'ont pas de conséquences. Aujourd'hui les chiffres qui nous sont donnés évaluent à peu près à 50 milliards d'euros ces conséquences. Ça a des effets, pas encore ce que nous escomptons mais nous irons jusqu'au bout, parce que si nous renoncions à prononcer des sanctions supplémentaires, cela voudrait dire quoi ? Cela voudrait dire que l'Iran pourrait continuer son programme ? Mais si l'Iran continue son programme, c'est un risque d'accès à l'arme nucléaire. Chacun sait que cela ne sera pas accepter donc c'est un risque de guerre. Les sanctions, c'est ce qui nous permet justement de revenir à la négociation.

QUESTION -- Au sujet du Mali, est-ce que le soutien à une intervention militaire fait peser encore plus de risques sur les otages français ? Est-ce que cette intervention est aussi un message adressé aux ravisseurs, à savoir que la France ne serait pas prête à céder à toutes les revendications pécuniaires ?

LE PRESIDENT -- Les otages, hélas, sont retenus depuis plus de deux ans, c'est-à-dire avant même qu'il y ait eu l'occupation par des forces terroristes du nord Mali. Ensuite, nous considérons que la nécessité de libérer nos otages ne doit pas passer par le renoncement à assurer l'intégrité du Mali. C'est la raison pour laquelle nous ne ménageons aucun effort pour retrouver nos otages et en même temps nous assurons nos obligations internationales de lutte contre le terrorisme et de lutte également contre l'occupation d'un Etat, d'une partie d'un Etat, par des groupes qui se disent eux-mêmes fondamentalistes.

J'ai reçu donc, vous le savez, les familles des otages et c'est le langage que je leur ai tenu en disant que nous ferions tout pour libérer nos ressortissants.

QUESTION -- Monsieur le Président, pour revenir à la protection des zones libérées, concrètement comment on les protège ces zones libérées, est-ce que cela veut dire qu'il faut une zone d'exclusion aérienne, que les Nations unies sont en train d'y réfléchir ? Qu'est-ce que cela veut dire soutenir logistiquement ceux qui tiennent les zones libérées ?

LE PRESIDENT -- Si vous voulez parler de la protection des zones libérées, c'est une

LE PRESIDENT -- D'abord, nous avons maintenant une évaluation de la situation en Syrie, c'est-à-dire qu'il y a une situation différente peut-être de ce qui existait il y a quelques semaines ou quelques mois. Des parties du territoire syrien sont maintenant aux mains des opposants ou ont été reconquises par la population ou desquelles les autorités de Damas se sont retirées. Nous avons cette connaissance du territoire et nous devons donc commencer à protéger ces zones. Cela se fera par soutien logistique, vous l'avez dit, est-ce que cela peut se faire par exclusion aérienne, pour l'instant, nous n'en sommes pas encore là mais nous y travaillons avec nos partenaires pour que nous puissions le faire avec efficacité.

QUESTION -- Monsieur le Président, je voulais revenir à une autre question. Le Président Obama a condamné très fermement la vidéo anti-islam qui a provoqué les terribles incidents que l'on connaît. Mais il a dit également, que la Constitution américaine garantissait la liberté de la presse et d'expression. J'aurai voulu savoir un peu votre sentiment sur ces mots et ces paroles du Président Obama et quelle est votre position ?

LE PRESIDENT -- Je les ai approuvés, ces mots, parce qu'ils étaient ceux du Président Obama, Président des Etats-Unis mais pouvaient l'être de tous les chefs d'Etat et de gouvernement qui, dans une démocratie, doivent faire respecter la liberté de la presse et en même temps veiller à ce que aucune personne ne se sente agressée dans nos pays respectifs pour sa religion ou pour ses convictions.

Alors nous n'avons pas les mêmes règles selon les pays. Nous, c'est la laïcité qui nous permet justement d'assurer ce respect. Il a eu aussi cette formule que j'ai trouvée juste, c'est que circulent des images, des films par de multiples canaux, par la technologie sans qu'il soit besoin de faire porter la responsabilité sur des Etats.

C'est ce que nous devons chaque fois rappeler, la liberté de la presse c'est le fait que ceux qui sont journalistes, qui sont caricaturistes peuvent faire les choses sans demander l'autorisation. Mais je dois dire que, pour la France, alors même qu'il y a eu un débat sur ce sujet, nous avons vu la maturité avec laquelle les représentants du culte musulman ont réagi en France. L'échec de toutes les manifestations, d'ailleurs interdites, l'a démontré.

QUESTION -- Monsieur le Président, je suis journaliste au New York Times. Vous avez dit deux fois déjà que c'est au Conseil de sécurité de garantir la sécurité dans les zones libérées de la Syrie mais l'ONU et notamment le Conseil de sécurité n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur quoi que ce soit pour la Syrie depuis 18 mois. Comment les membres du Conseil vont-ils surmonter leur différend pour autoriser ce type de protection ?

LE PRESIDENT -- Si nous ne sommes pas parvenus à prendre de décision jusque-là, c'est parce que deux pays notamment ont bloqué trois fois par l'utilisation du veto. Donc nous devons nous y prendre différemment. Cela ne veut pas dire, ne pas revenir le moment où nous le jugerons nécessaire devant le Conseil de sécurité, mais ça veut dire assurer la protection des civils, ce que l'Assemblée générale peut également souhaiter. Et puis, il y a ce que les voisins aussi peuvent faire parce qu'ils sont directement concernés, et nous ce que nous pouvons leur apporter comme aide sous toutes les formes.

QUESTION -- Monsieur le Président sur le conflit israélo-palestinien, on sait que le Président palestinien Mahmoud Abbas va demander à l'ONU jeudi de reconnaître la Palestine comme Etat non membre observateur à l'ONU. Comment la France juge-t-elle cette demande ? Quelle est la position de la France ? Est-ce que la France va jouer un rôle plus important pour relancer les négociations entre les Palestiniens et Israël ?

LE PRESIDENT -- D'abord, je ne sais pas quand Mahmoud Abbas va faire cette demande. Je le vois cet après-midi, donc j'en saurai davantage. S'il allait dans ce sens, cela ne pourrait être qu'après l'Assemblée générale, donc cela prendra du temps et tout dépendra de la résolution qu'il soumettra. Je pense que rien ne doit empêcher la négociation. C'est cela l'objectif de la France. C'est de faire qu'il puisse y avoir de nouveau la reprise du processus qui est arrêté. Comment ? D'abord en soutenant l'Autorité palestinienne y compris sur le plan financier puisqu'elle est dans un état très dégradé, non pas de son fait mais compte tenu d'un certain nombre de retraits de dons. Deuxièmement en faisant en sorte qu'il puisse y avoir du côté israélien la levée d'un certain nombre de préjudices. Les Palestiniens ont eux-mêmes levé des

mentalement relevé à un certain nombre de préalables. Les États membres ont eux-mêmes relevé des préalables. Je continuerai de leur dire, il faut que cette négociation se fasse sans préalables. Enfin, il y aura un certain nombre d'initiatives qui seront prises, j'imagine après les élections américaines.

QUESTION -- Vous préférez Mitt Romney ou Barack Obama ?

LE PRESIDENT -- A votre avis ?

QUESTION -- Est-ce que vous êtes sensible au fait que Mitt Romney dans ses meetings de campagne ne cesse de critiquer l'Europe socialiste ?

LE PRESIDENT -- Oui, c'est pour cela que je me garderai bien de dire quoi que ce soit. Car vous imaginez, si un socialiste soutenait un des deux candidats, ce qui pourrait lui en coûter. Si je me retenais, je pourrais soutenir Mitt Romney. Je ne le ferai pas pour autant.

QUESTION -- Dernière question, Monsieur le Président. Désapprouvez-vous quand même le fait que Barack Obama, aujourd'hui lors de son séjour à New York, n'ai vu aucun des dirigeants de la communauté internationale. Avez-vous quelque chose à dire là-dessus ?

LE PRESIDENT -- Non, je pense que chacun a bien compris. Barack Obama est en campagne. Il est venu faire un discours et un discours qui correspondait à l'attente qui était portée sur les Etats-Unis dans cette période et nous aurons l'occasion d'autres rencontres. Ce qui compte c'est de pouvoir le voir après le mois de novembre, j'imagine.

QUESTION -- Votre ambassadeur pour la Syrie est passé à la radio la semaine dernière. Il a dit que vous lui avait donné instruction de se mettre en contact avec les rebelles dont les insurgés. Et sur cela, il a dit qu'une possibilité serait d'armer les rebelles à long terme. Il n'a pas donné le contexte mais que c'était évalué par la France. Dans quel contexte cela pourrait se passer ?

LE PRESIDENT -- De quel ambassadeur parlez-vous ? Il peut y en avoir plusieurs.

QUESTION -- Monsieur Chevalier, l'ancien ambassadeur en Syrie.

LE PRESIDENT -- Sur les armes, vous savez quelle est notre position. Il y a un embargo. Nous le respectons. En revanche, nous fournissons du matériel non létal. Nous l'avons dit et nous faisons en sorte que ceux qui livrent des armes, parce qu'il y en a, au régime syrien, puissent être dénoncés et empêchés.

QUESTION -- Vous allez voir le Premier ministre libanais. Est-ce que cela vous inquiète encore que l'Iran aide, via le Hezbollah, le conflit syrien à s'étendre au Liban ? Et qu'est-ce que vous allez lui dire ?

LE PRESIDENT -- Cette question est effectivement liée à la précédente. Il est clair que nous avons tous les éléments de preuve que l'Iran intervient par des moyens matériels, par des moyens humains en Syrie et c'est inacceptable. Je vais voir le Président et cela n'a de sens que par rapport à cette réflexion générale. Je vais voir le Premier ministre libanais. J'avais déjà rencontré le Président et la volonté de la France, c'est que le Liban soit protégé autant qu'il est possible de ce conflit parce qu'il pourrait y avoir effectivement des intérêts de la part du régime syrien, de déstabiliser le Liban. Pour l'instant, tel n'a pas été le cas ou plus exactement les Libanais ont su répondre de la meilleure des façons. Je soutiendrai donc tous les efforts du Président libanais, du Premier ministre libanais y compris de son opposition pour que cet esprit d'unité nationale soit préservé.

QUESTION -- Vous avez parlé des réactions au film et aux caricatures. L'année dernière, tous les Etats membres, notamment la France, ont signé une résolution selon laquelle il devrait y avoir des dispositions juridiques qui sanctionnent l'incitation à la violence criminelle. Que peut-on faire pour alléger les tensions ? Pourrait-on être plus sensible aux demandes des dirigeants musulmans à travers le monde d'arrêter ce mouvement ?

LE PRESIDENT -- Nous devons surtout faire la distinction entre ce qui relève de la presse, de sa liberté, de la caricature qui peut toucher toutes les convictions, de ce qui est l'incitation à la haine et à la violence. C'est la confusion qui serait extrêmement dangereuse et qui ne rendra service à personne. Cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas déplorer parfois certains excès. Mais ce qui est très important c'est de pouvoir éclairer les peuples, quelle que soit leur religion et sur ce que sont les règles dans une démocratie et qui sont en définitive une protection pour tous. C'est cette séparation-là qu'il faut bien établir. En revanche, l'incitation à la haine, l'appel à la violence,

l'intolérance, les manifestations qui viennent, y compris dans nos pays, mettre en cause les biens, voire les personnes, cela ne peut pas être toléré, accepté. Je pense que les pays de la transition démocratique, dont j'ai parlé, ont eu des réactions qui ont été bien comprises comme étant justement de ne pas céder à ces provocations, comme ce qui s'était passé en Libye. Je veux saluer d'ailleurs les autorités libyennes qui ont, hélas, après les drames, les tragédies de Bengazi, justement lutté davantage contre les groupes terroristes ou les groupes qui avaient pu avoir quelques influences sur ce qui s'était passé à Bengazi.

QUESTION -- C'était votre premier discours à l'Assemblée générale des Nations unies. Qu'avez-vous ressenti, comment l'avez-vous vécu ? D'autre part, vous êtes à New York à l'étranger, loin de la France pendant une semaine compliquée dans l'hexagone, non seulement les chiffres du chômage, le cap des 3 millions de chômeurs est franchi demain, le budget est annoncé vendredi, comment vivez-vous ce séjour ?

LE PRESIDENT -- Je veux d'abord vous rassurer, je vais revenir en France. Je ne vais pas m'installer ici plus de deux jours et demi, trois jours et je serai donc de retour dès jeudi matin pour préparer la présentation du budget vendredi et faire en sorte que toutes les mesures que nous avons déjà engagées, celles que nous préparons notamment pour l'emploi puissent être mise en uvre mais c'était très important que je vienne ici à New York pour ce discours. Qu'aurait-on pensé si je ne l'avais pas fait ?

En plus, c'était le premier discours puisque, je rappelle, je ne suis élu que depuis quatre mois. Je ne pouvais pas faire celui de l'année dernière mais je ferai celui de l'année prochaine. Il était très important que je vienne parce qu'il était essentiel que les pays membres de l'ONU sachent bien quelle est la position de la France.

Et en plus, je voulais faire plusieurs annonces. La première était sur le Sahel parce que cela peut être une traduction concrète de notre engagement et de notre travail en faveur de cette région d'Afrique.

La seconde était sur les financements innovants, je voulais que, à cette tribune des Nations unies, on entende bien quelle est notre priorité et comment nous voulons financer le développement.

C'est à la fois une tradition française, j'ai rappelé ce qui avait été engagé par mes prédécesseurs et c'est une volonté que je porte à travers, non seulement, la taxe sur les transactions financières mais son affectation pour le développement et pour la lutte contre les fléaux sanitaires.

Pour le reste, vous savez, dans les fonctions qui sont les miennes, il y a une partie, sur la diplomatie, sur la vie internationale, sur la défense, à laquelle je consacre le temps nécessaire, c'est un temps utile parce que la France doit être présente à travers le monde. Cela ne me dispense pas de faire mon devoir pour conduire la politique de la France. J'ai fixé le cap du redressement, nous avons l'obligation, j'y reviendrai, de redresser l'économie, la compétitivité et les comptes publics. Cela doit être le fil conducteur avec l'attention qui est la mienne, pour améliorer la vie de nos concitoyens. C'est-à-dire que je ne fais rien qui puisse me détourner de cet objectif. C'est cela le sens du mandat qui est le mien. Mais j'aurai l'occasion, en revenant dès jeudi en France, de répondre à toutes vos questions sur la politique intérieure.

QUESTION -- Au sujet de ce que vous avez dit au sujet du Conseil de sécurité, vous avez parlé de l'Allemagne, du Japon, de l'Inde et du Brésil qui méritent d'y siéger. Vous avez parlé aussi de pays d'Afrique qui devraient y siéger. Avez-vous une idée des pays qui devraient devenir membre permanent ? Le Président d'Egypte que vous venez de rencontrer a eu des mots très vifs contre le Conseil de sécurité à Téhéran il y a quelques jours. Il a dit qu'il ne représentait pas le monde. Quelle est votre réponse à cela ?

LE PRESIDENT -- Je l'ai dit, le Conseil de sécurité, dans sa forme actuelle, n'est pas conforme à ce que le monde est aujourd'hui. De nouvelles puissances économiques sont apparues. Il y a des pays qui représentent des populations très importantes. Il y a des continents qui demandent à prendre leur place. Donc la réforme du Conseil de sécurité est plus que jamais à l'ordre du jour. J'ai cité les quatre pays qui ont fait la demande depuis longtemps et que la France a toujours soutenus, j'ai évoqué l'Afrique qui demande deux membres permanents. Nous voyons bien aussi les contraintes. On ne va pas faire du Conseil de sécurité la réplique de l'Assemblée générale.

Cette discussion doit avoir lieu. Cette réforme de l'ONU est très importante. Est-ce que nous pouvons arriver tout de suite à l'objectif ? Est-ce qu'il n'y a pas des phases transitoires, des rotations ? Tout doit être mis sur la table. Le pire est d'en rester à ce que nous connaissons aujourd'hui.

QUESTION -- Monsieur le Président, le premier producteur mondial de pétrole, l'Arabie saoudite est dans notre camp, avec l'Occident donc, dans la crise iranienne. Les Iraniens leur font peur dans la crise syrienne. Mais dans le même temps les Saoudiens jouent depuis très longtemps un double jeu en soutenant financièrement des mouvements islamiques, des mouvements salafistes qui sont en guerre contre l'Occident, contre Israël, contre les Etats-Unis. Est-ce qu'il n'est pas temps de dire aux Saoudiens leurs quatre vérités ?

LE PRESIDENT -- Chaque fois que je rencontre des chefs d'Etat, de gouvernement, je les mets en garde par rapport à ce que peut être une attitude de complaisance à l'égard de mouvements dont nous ne pouvons pas être sûrs des intentions y compris sur la Syrie ou nous ne devons pas, au prétexte de soutenir les Syriens pour qu'ils se libèrent de Bachar al-Assad, faire immédiatement don de matériel qui pourrait ensuite se retourner contre les populations et contre les Etats. C'est un principe de vigilance absolue que nous avons posé auprès de tous nos interlocuteurs qui, quelque fois par rapidité, pourraient avoir ce réflexe.

Je l'ai dit aussi par rapport au Sahel parce que, parfois, il peut y avoir des causes humanitaires qui peuvent être utilisées par des mouvements, qui ensuite utilisent ces aides pour agir dans un sens qui est contraire à la paix. D'une manière générale, nous devons vraiment être intransigeants parce que ce qui se passe au Sahel, j'y reviens, ce n'est pas seulement la déstabilisation du Mali, c'est l'ensemble de la région. Il se trouve que cette région est une région où il y a des armes à la suite de ce qui s'est passé en Libye, où il y a de la drogue d'où l'importance de l'objectif que j'ai fixé de lutter contre les trafics, et où il y a des populations pauvres qui peuvent être tentées de se rallier à ces causes ou capturées pour servir de bouclier humain. Donc il y a absolument nécessité de mettre en garde les Etats qui veulent financer un certain nombre de causes.

Voilà, Mesdames, Messieurs, merci beaucoup pour toutes ces questions.